

**Marché multi technique pour l'exploitation des installations
des sites de l'IRR (Nancy et Lay Saint Christophe)**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Date et heure limites de remise des offres : Mardi 28/05/2024 à 12 heures

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION ET DECOMPOSITION DU MARCHE

ARTICLE 2 - PROCEDURE, VARIANTE, FORME ET DUREE DU MARCHE

ARTICLE 3 – FORMES DES GROUPEMENTS ACCEPTEES

ARTICLE 4 – MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 5 – MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE 7 – SOUS TRAITANCE

ARTICLE 8 – PRESENTATION ET CONSTITUTION DE L’OFFRE

ARTICLE 9 – VISITE DES ETABLISSEMENTS

ARTICLE 10 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

ARTICLE 11 – OUVERTURE DES PLIS – JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE 12 – DISPOSITIF DE VIGILANCE

ARTICLE 13 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 14 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION ET DECOMPOSITION DU MARCHÉ

La présente consultation concerne le marché de maintenance multi techniques qui a pour objet l'exploitation des installations des deux sites de l'Institut Régional et de Réadaptation (IRR), à savoir le Centre de réadaptation « Louis Pierquin » sis 75 bld Lobau – 54000 Nancy et le Centre de réadaptation sis rue du Professeur Montaut – 54690 Lay-Saint-Christophe.

Il s'agit d'un marché de type Prestations et Forfait Intéressement (PFI). Le contrat PFI comprend une clause d'intéressement aux économies de fluides et d'énergie et le partage des excès de consommations.

Le présent marché est composé d'un lot unique.

Les bâtiments des deux sites de l'IRR sont situés sur le territoire de la ville de Nancy, le Centre « Louis Pierquin » de Nancy (54000) et sur la commune de Lay-Saint-Christophe (54690).

Le candidat ne pourra avancer une quelconque exclusion quant au périmètre du marché et les prestations associées sous peine de rejet de son offre pour non-conformité au cahier des charges. Le cahier de charges du présent marché ne peut être dérogé et doit être appliqué dans son intégralité.

Dans une perspective de 5 ans, l'UGECAM NORD EST sera amenée à développer son offre de soin par le regroupement des activités des sites de Lay-Saint-Christophe et Flavigny sur l'emprise foncière du Centre Louis Pierquin par la construction d'une extension et la restructuration des locaux actuels du Centre Louis Pierquin.

ARTICLE 2 – PROCEDURE, VARIANTE, FORME ET DUREE DU MARCHÉ

La procédure de consultation est celle de l'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché public de service au sens de l'article L.1111-4 du Code de la commande publique.

2.1 - Forme et durée

Le présent marché est prix global et forfaitaire (redevances P2 et P3) et à prix unitaires.

Il est à bons de commande sans minimum et avec un maximum fixé à 1 100 000 € HT en valeur pour la durée maximale du marché en application de l'article R.2162.4 du Code de la commande publique.

Ce marché prendra effet **à compter du 1^{er}/09/2024** pour une durée ferme de 5 ans maximum soit une échéance au 31/08/2029 sauf :

- dénonciation formulée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception six mois avant l'expiration de chaque période annuelle contractuelle ou de la date souhaitée de résiliation du marché,
- application de la clause résolutoire (article 15 du CCAP).

Le marché pourra être prolongé d'une année supplémentaire à l'échéance des 5 ans par voie d'avenant à l'initiative de l'UGECAM NORD EST.

2.2 - Prestations supplémentaires éventuelles

Des prestations supplémentaires éventuelles obligatoires sont décrites au CCTP, elles devront obligatoirement être chiffrées sous peine de rejet de l'offre.

2.3 - Prestations similaires

Pour la réalisation de prestations similaires, le Pouvoir Adjudicateur pourra recourir à une procédure de marché public sans publicité ni mise en concurrence préalables en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

2.4 - Variante

Les variantes sont autorisées. Toutefois, chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Les variantes libres pourront portées sur des économies financières possibles, sur le renouvellement de matériels économiquement avantageux sur la durée, sur des performances énergétiques, sur la sécurisation du fonctionnement de l'établissement, ... et dans la perspective de l'évolution de l'offre de soins sur le site du Centre L. Pierquin.

2.5 - Codes nomenclature CPV :

Codes CPV	Description
50700000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments
50720000-8	Services de réparation et d'entretien de chauffage central

2.6 - Prestations à fournir :

2.6.1. Périmètre des prestations

A. **Chauffage, Ventilation, Climatisation, Extractions cuisine, Système d'extraction** des ateliers, de l'appareillage et des installations de reconditionnement des copeaux bois et compresseurs et **Moteur Désenfumage**.

B. **Eau Chaude Sanitaire, Traitement de l'eau et des effluents, Plomberies** : des réseaux de chaud et de froid, des réseaux d'ECS.

C. **Balnéothérapie** non compris leurs **équipements biomédicaux**,

D. **Courants forts et faibles** : Gestion Technique du Bâtiment et Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur ; groupes électrogènes, transformateurs, onduleurs et armoires divisionnaires, BAES/BAEH, volets roulants électriques.

E. **Équipements de cuisine** : équipements de froid, chariots de mise en température et hottes.

F. **Portes automatiques, Portails et barrières automatiques** des sites

- G. **Toitures terrasses** pour les deux sites de l'IRR.
- H. **Astreinte TCE** hors périmètre prestations multi-techniques
- I. Prestation de **déneigement, salage** à la demande (cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement).

L'ensemble des matériels cités en annexes 1 au présent CCTP est à prendre en charge (liste non exhaustive).

2.6.2 Option à chiffrer - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats devront répondre à l'option suivante :

G. Toitures terrasses

ARTICLE 3 – FORMES DES GROUPEMENTS ACCEPTES

Les entreprises soumissionnaires pourront, si elles le souhaitent, présenter leur candidature sous forme de groupement, solidaire ou conjoint. Dans ce dernier cas, le mandataire du groupement sera solidaire de l'ensemble de ces co-contractants.

L'entreprise mandataire d'un groupement ne pourra représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché.

ARTICLE 4 – MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'UGECAM NORD EST se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications seront mises en ligne sur le profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents la date limite ci-dessous est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 5 – MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT

Le mode de règlement choisi est le virement.

Le paiement s'effectuera sur ~~acomptes et~~ factures dans les conditions décrites à l'article 5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et sur le budget de fonctionnement de chaque établissement.

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120 jours) à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE

Le candidat précisera, le ou les domaine(s) d'intervention pour lesquels il aura recours à la sous-traitance. Il devra identifier ses sous-traitants.

Les obligations du candidat en matière de sous-traitance sont celles énoncées par la Loi du 31/12/1975 modifiée, dans les cas prévus aux articles L.2193-1 à L.2193-22 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 8 – PRESENTATION ET CONSTITUTION DE L'OFFRE

Le dossier de consultation des entreprises est à retirer sur le site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les concurrents auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- la lettre de candidature (imprimé DC1), disponible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>,
- la déclaration du candidat (imprimé DC2), disponible sur le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, dûment complétée, signée et accompagnée des pièces justificatives au quelle elle fait référence,
- la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire,
- les attestations sociales et fiscales valables au 31/12/2023 (imprimés NOTI1 et NOTI2 ou équivalent),
- une attestation d'assurance RC en cours de validité,
- une attestation relative aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société,
- les chartes de qualité, les labels et certifications dont bénéficie le candidat,
- un dossier de présentation du candidat,
- une déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années et notamment la liste du personnel chargé de l'exécution du présent marché, ses qualifications et ses expériences professionnelles,

- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont l'entrepreneur dispose pour l'exécution des prestations,

- les certificats de qualification professionnelle des entreprises (OPQIBI, QUALIBAT : 5121 – 5141 – 5142 – 5442 – 5444 – 5513 – 5523 – 5562 minimum ou de tout autre organisme certificateur). La preuve de la qualification de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, le candidat fournit le référentiel décrivant les critères d'obtention de ce certificat. La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate,

- une liste de références en cours d'exécution ou exécutés en rapport avec l'objet du marché au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé,

Pour justifier de ces capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient pris en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

En cas de groupement momentané d'entreprises, l'appréciation de ces conditions de participation est globale et le dossier de candidature devra comporter une habilitation du mandataire par ses co- traitants pouvant prendre la forme du formulaire DC1.

- un mémoire d'organisation du candidat où il décrira de manière concrète l'exécution du présent marché,

- une note technique précise permettant de justifier que le candidat est engagé en matière de protection de l'environnement et de développement durable et les mesures que le candidat envisage de prendre dans ce sens au titre du présent marché,

- l'acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes, dûment complétés et signés,

Cet Acte d'Engagement sera accompagné éventuellement par la demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché.

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer à l'Acte d'Engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.

- le C.C.A.P. dûment accepté et signé,

- le C.C.T.P. dûment accepté et signé,

- le certificat de visite obligatoire,

- un relevé d'identité bancaire ou postal.

Ainsi que toute pièce que le candidat estime de nature à appuyer son offre.

ARTICLE 9 – VISITE DES SITES

Les candidats auront l'obligation de visiter les établissements afin de pouvoir établir une offre conforme au cahier des charges et ceci afin d'éviter tout malentendu ou erreur lors de la rédaction de l'offre et de l'exécution du marché.

A l'issue des visites, un certificat de visite sera remis aux candidats, celui-ci devra obligatoirement être joint à leur offre.

L'absence de visite sur site rendra l'offre irrégulière au sens de l'article L2152-2 du Code de la Commande publique et ne pourra être régularisée.

Pour ce faire, les candidats informeront de leur présence pour les 2 sites, M. Mallet, Responsable logistique de l'IRR, Email : arnaud.mallet@ugecam.assurance-maladie.fr, Portable : 06.73.41.61.25.

La visite des deux sites sera commune les Mercredi 24/04 et le Lundi 6/05 comme suit de 9h à 11h pour le Centre Louis Pierquin et de 14h30 à 16h30 pour le Centre de Lay Saint Christophe.

Aucune autre date de visite ne sera proposée.

ARTICLE 10 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

La date limite de réception des offres est fixée au :

- **Mardi 28/05/2024 à 12 heures.**

Transmission électronique :

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Une fois que le concurrent aura remis son offre, il ne pourra ni la retirer ni la modifier.
Si un candidat été amené à faire plusieurs dépôts d'offre, seule la dernière sera prise en compte.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les formats acceptés sont : .doc, .xls et .pdf

Le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser certains formats comme les « exe » ou de outils comme les macros.

La signature électronique de ces documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Dans ce cas, les documents contractuels de l'entreprise attributaire seront re-matérialisés et signés.

Conformément aux dispositions du Code des Marchés publics, les candidats ont la possibilité de remettre une « copie de sauvegarde » qui constitue une copie des dossiers des candidatures et offres destinées à se substituer, en cas d'anomalie (défaillance du système informatique qui ne supporte pas la dématérialisation ou lorsqu'un virus informatique est détecté), aux dossiers de candidatures et des offres transmises par voie électronique.

Le pli contenant la copie de sauvegarde devra comporter sur l'enveloppe la mention « Copie de sauvegarde – Appel d'offres concernant le marché multi technique pour l'exploitation des installations des sites de l'IRR l'exploitation et de maintenance des installations de chauffage, traitement d'air et de traitement d'eau chaude sanitaire pour les prestations P2-P3 des établissements de l'UGECAM NORD EST ». La copie de sauvegarde devra être exclusivement sur format papier et parvenir avant le 28/05/2024 à 12 heures.

Assistance au dépôt électronique :

Les candidats disposent sur le site d'une aide pour les procédures électroniques qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des offres.

ARTICLE 11 – OUVERTURE DES PLIS – JUGEMENT DES OFFRES

11.1. - OUVERTURE DES PLIS

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus dans les conditions prévues aux articles 8 et 10 du présent règlement.

Au vu des renseignements et documents fournis, le Pouvoir adjudicateur éliminera les candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités/garanties professionnelles, financières et techniques paraissent insuffisantes en application des articles R2142-4, R2143-1 à -16, R2144-1 à -7 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

11.2. - JUGEMENT DES OFFRES

En application des articles R2152-1 à -7 et -11-12 et -13 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur classe les offres, peut éliminer les offres non conformes et choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse en tenant compte des critères pondérés ci-dessous :

1) Valeur technique de l'offre pour 55% de la note dont :

- | | |
|--|------------|
| - Méthodologie mise en œuvre pour réaliser les prestations de maintenance, organisation, délais d'intervention sur | 40 points, |
| - Qualifications et références sur | 10 points, |
| - Cohérence de l'offre sur | 10 points, |

- Nombre d'heures prévisionnel du technicien pour réaliser les prestations d'entretien courant (P2) sur 10 points,
- Outils de reporting, suivi des prestations et GMAO sur 10 points,
- Réduction initiale des objectifs NB, EB et ELB sur 10 points,
- Variante(s) libre(s) proposée(s) sur 10 points.

2) Prix de l'offre pour 40 % de la note dont :

- Montant de l'offre de base sur 85 points,
- Montant des prestations sur bordereau de prix sur 5 points,
- Montant des coûts horaires de main d'œuvre et du coefficient d'entreprise sur 5 points
- Intéressement aux économies sur 5 points.

3) Les performances en matière de protection de l'environnement et de développement durable au regard de l'exécution des prestations du présent marché, proposées dans la notice technique spécifique demandée à l'article 8 ci-dessus pour 5% de la note.

Le candidat envisagé comme attributaire avant d'être définitivement désigné comme tel, se verra dans l'obligation de produire dans un délai maximum de 10 jours à compter de la demande par le pouvoir adjudicateur, les certificats fiscaux et sociaux valables au 31/12/2023 (imprimés NOTI1 et NOTI2 ou équivalent) ; à défaut, le pouvoir adjudicateur retiendra le candidat suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 12 – DISPOSITIF DE VIGILANCE

Conformément à l'article D 8222-5 du Code du travail.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

ARTICLE 13 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les demandes de renseignements complémentaires devront être adressées via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors mise en ligne sur la plateforme de dématérialisation 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Il est à noter que tout renseignement complémentaire sollicité par le candidat doit être transmis à l'UGECAM NORD EST au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 14 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Ce dossier comprend :

- le règlement de consultation et son annexe 1 (liste des pièces),
- l'acte d'engagement et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives particulières,
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes.
- l'attestation de visite.